

Compte-rendu de la séance du mardi 4 mai 2021

Le Comité syndical légalement convoqué s'est réuni à AUZOUVILLE SUR RY sous la présidence de Robert CHARBONNIER, Président.

Présents : Mmes A JEGAT, C HUNKELER, J LEGALL, H SEHIER,
Ms G TREGUIER, P BAUCHE, P PICARD, B LUCAS, P BENOIT, M BEURAIN, P CAUVILLE, P LELOUARD, D HOUEL, P PREVOST, D BLAINVILLE, B COGNARD, M HANRYON, C MAZIER, P GREVET, B BEURION, S DESCHAMPS, A DROUILLON, G DEMARES, P NION, F DELNOTT, J ROUYER, A BURETTE, JL BERTEL, B DELABOS, G VERHAGHE, R CHARBONNIER

Absents excusés : S FAIDEAU, S LECLERC, JP DUPRESSOIR, JL LECLERC

Pouvoir : Mme Sabrina HUBERT donne pouvoir à Monsieur Paul GREVET

Secrétaire de séance : Madame Annie JEGAT

Formant la majorité des membres en exercice

Le dernier compte rendu a été adopté à l'unanimité

1/ Délibération renouvellement réseau AEP accord-cadre marché à bons de commande

Afin de renouveler les réseaux d'eau potable, une consultation a été lancée sous la forme de marché à procédure adaptée en vue de l'attribution d'un accord cadre qui ne comprend qu'un lot unique.

L'objet de l'accord cadre porte sur les travaux et prestations suivantes :

- Etudes et conception de l'opération,
- Etudes géotechniques et topographiques préalables,
- Travaux de pose de canalisations de distribution et de branchement en tranchée,
- Travaux de pose des accessoires : vannes, purges, ventouses...
- Raccordement sur les réseaux existants,
- Contrôles et essais avant mise en service,
- Etablissement des dossiers des ouvrages exécutés.

L'accord cadre porte sur les opérations de renouvellement des réseaux d'eau potable (fourniture et pose de canalisations d'eau potable, robinetterie, fontainerie, branchement accessoires...).

L'accord cadre est passé conformément aux articles L.2125-1, R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du code de la Commande publique avec une seule entreprise.

Il est passé avec un maximum de 1 500 000 € sur la durée totale de l'accord cadre.

Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

L'accord cadre sera conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification de celui-ci.

Il pourra être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de 3 ans.

Considérant que 5 entreprises ont envoyé leurs offres

-Considérant que la commission ad hoc a proposé de retenir l'entreprise EHTP mieux-disante tel qu'il en ressort de l'analyse des offres.

Après délibération

Le comité syndical, après en avoir délibéré :

Par 32 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention,

-approuve l'opération et prend l'engagement d'inscrire les crédits nécessaires

-autorise Monsieur le Président à solliciter les subventions correspondantes auprès de l'Agence de l'Eau

-autorise le Président à signer les documents afférents à cette opération, contracter si besoin le financement nécessaire au plan de financement et d'effectuer toutes démarches nécessaires à la réalisation de ce projet.

2/ Délibération AMO pour réalisation des contrôles de branchement sur le système d'assainissement de Préaux

Vu la demande de la commune de Préaux

Vu l'article 12 de l'arrêté du 21 juillet 2015 qui stipule que « le maître d'ouvrage établit, suivant une fréquence n'excédant pas 10 ans, un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées »

Considérant que le bureau d'étude EGIS a réalisé l'étude diagnostique d'assainissement sur la commune de Préaux,

Considérant qu'il faut maintenant prévoir un contrôle des branchements d'assainissement collectif.

Monsieur le Président demande au comité syndical :

- A être autorisé à signer une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec le SIDESA pour un montant de 6 500.00 euros HT.

Après délibération

Le comité syndical, après en avoir délibéré :

Par 32 voix pour, 0 voix contre, 0 abstentions,

- AUTORISE Monsieur le Président à signer le marché relatif à l'AMO pour le contrôle des branchements du système d'assainissement collectif de Préaux. dont le montant est de 6 500.00.euros HT.
- INSCRIT les dépenses et recettes afférentes au marché au budget assainissement 2021
- AUTORISE Monsieur le Président à signer tout acte en application de la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Président à signer une convention d'AMO pour un montant de 6 500.00 euros HT.

3/ Décision modificative assainissement collectif

OBJET : DM1 EAU POTABLE

FONCTIONNEMENT :		DEPENSES	RECETTES
61528	Entretien sur biens immobiliers	- 6 500.00	
023	Virement section investissement	6 500.00	
TOTAL :		0.00	

INVESTISSEMENT :		DEPENSES	RECETTES
2031/25	Contrôles de branchement de Préaux	6 500.00	
021	Virement section de fonctionnement		6 500.00
TOTAL :		6 500.00	6 500.00

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE : d'adopter la décision modificative à l'unanimité

4/ Délibération convention partenariat avec le SBVCAR et stratégie de la protection de la ressource

Le captage d'eau de Blainville-Crevon, identifié comme sensible dans le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) du bassin de la Seine, avait fait l'objet d'une étude de son aire d'alimentation en 2012 et les agriculteurs de ce territoire ont été associés au programme d'actions agricoles porté sur le territoire limitrophe de l'Aire d'Alimentation du Captage (AAC) des sources du Robec par le Syndicat Mixte du SAGE Cailly-Aubette-Robec, devenu syndicat des bassins versants Cailly-Aubette-Robec (SBV CAR).

Par ailleurs, dans le cadre de son 11^{ème} programme d'intervention, l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) conditionne ses aides en matière d'investissement en eau potable à la mise en œuvre d'actions de protection de la ressource.

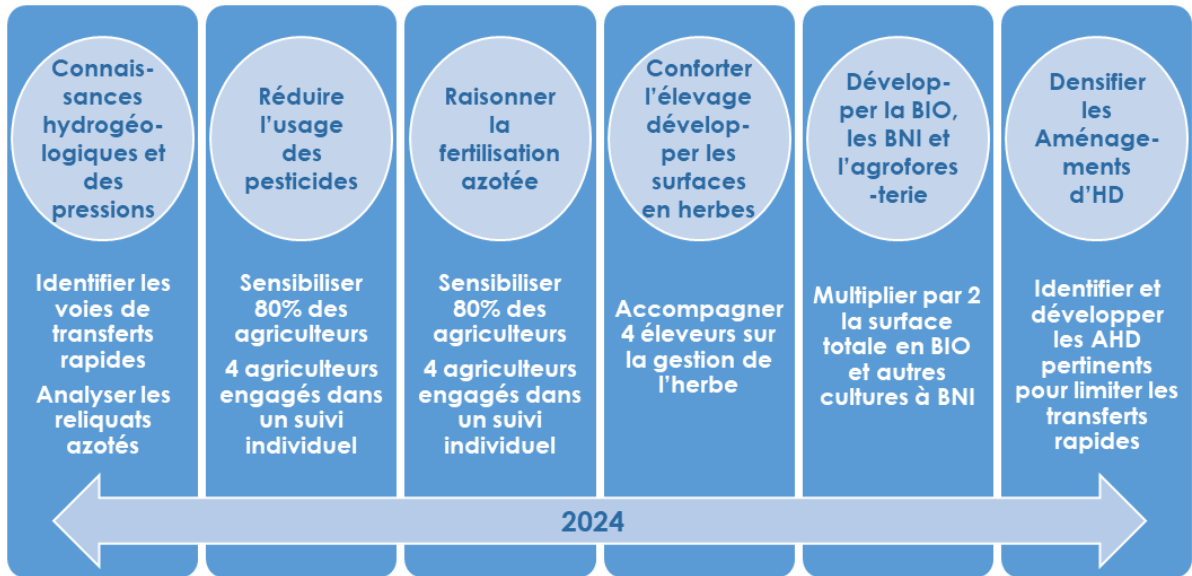
Le SIAEPA du Crevon ressent donc la nécessité de formaliser une stratégie de protection de la ressource en Eau et une convention de partenariat avec le SBV CAR pour les missions qu'il effectue en son nom.

Pour répondre aux enjeux sanitaires, il est proposé de retenir les objectifs de qualité d'eau suivant :

- Stabiliser les concentrations en nitrates au captage de Blainville-Crevon qui ont dépassé le seuil d'alerte, sous le seuil de risque (40 mg/L) ;
- Réduire les concentrations en produits phytosanitaires au captage de Blainville-Crevon à moins de 75% de la norme AEP.

Pour atteindre ces objectifs de qualité, il est proposé de travailler sur les 15 km² de l'AAC qui est à plus de 80% occupée par l'agriculture (1 400 ha de SAU). 43 exploitations agricoles interviennent sur l'AAC de Blainville-Crevon, dont 37 intervenants également sur d'autres AAC du SAGE Cailly-Aubette-Robec (dont 29 sur l'AAC des sources du Robec).

Les axes stratégiques qui pourraient être développés et les objectifs de mise en œuvre seraient les suivants :



Le SBV CAR est compétent sur le périmètre hydrographique des bassins versants Cailly-Aubette-Robec, dans le domaine du grand cycle de l'eau et notamment en termes d'animation pour la protection de la ressource en Eau. Le SIAEPA est membre du SBV CAR en particulier car il alimente en eau potable une partie de la population du SBV CAR. Les captages qu'il exploite sont situés sur le bassin versant limitrophe de l'Andelle et du Crevon. Les statuts du SBVCAR prévoient la coopération entre le Syndicat mixte et ses membres : « Pour la réalisation des missions qui leur incombent respectivement, le Syndicat mixte et tout ou partie de ses membres pourront notamment conclure toutes conventions à l'effet de mettre les services du Syndicat mixte à la disposition de ses membres qui en feront la demande, pour l'exercice de leurs compétences et/ou à l'inverse, faire bénéficier le Syndicat mixte de la mise à disposition, par les membres, de leurs services, comme prévu par l'article L. 5211-4-1, L.5211-56 et L. 5721-9 du CGCT ».

Afin d'optimiser les interventions et l'utilisation des ressources disponibles au sein des deux structures, il est proposé que le SBV CAR assure l'animation agricole pour la protection de la ressource en Eau sur l'Aire d'Alimentation du Captage (AAC) de Blainville-Crevon exploité par le SIAEPA, qui est limitrophe de l'AAC des Sources du Robec et dont l'animation est de la compétence du SBV CAR.

Le montant total des dépenses que le SIAEPA rembourseraient au SBV CAR est estimé à 1 110 € par an durant 3 ans.

Il est donc proposé d'approuver les objectifs de qualité de l'eau recherchés, les axes stratégiques et les objectifs de mise en œuvre d'actions agricoles et les termes de la convention avec le SBV CAR et d'habiliter le Président à la signer.

Le Quorum constaté,
Le Comité syndical,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les statuts du Syndicat,
Ayant entendu l'exposé de Monsieur Robert CHARBONNIER, Président,
Après en avoir délibéré,

Considérant :

- Que le SBVCAR est compétent en termes de lutte contre les pollutions des masses d'eau et pour l'animation dans le domaine de la protection de la ressource en eau ;
- Que les ressources captées pour l'Alimentation en Eau Potable par le SIAEPA présentent des signes de dégradation, notamment sur les paramètres nitrates et pesticides pour le captage de Blainville-Crevon ;
- Que pour optimiser l'usage des moyens, le SIAEPA et le Syndicat des bassins versants Cailly-Aubette-Robec peuvent se confier réciproquement des missions spécifiques pour une période déterminée,

Décide à l'unanimité :

- D'approuver les éléments de stratégie de protection de la ressource en Eau cités précédemment, qui pourront être complétés et précisés par la suite.
- D'approuver les termes de la convention de partenariat technique et financier avec le Syndicat des Bassins Versants Cailly-Aubette-Robec (SBV CAR) pour la protection de la ressource en eau et d'habiliter le Président à la signer,

Les dépenses qui en résultent seront imputées au chapitre 11 du budget principal du Syndicat du Crevon.

5/ Délibération RIFSEEP

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d'Etat ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour application aux corps des adjoints administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu l'Arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret no 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale modifie le décret n°91-875 et établi une équivalence provisoire avec des corps de l'Etat bénéficiant du RIFSSEP afin que les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale non encore éligibles puissent en bénéficier à compter du 1^{er} mars 2020.

Vu la saisine du Comité Technique en date du 30 avril 2021,

Monsieur Robert CHARBONNIER, Président du SIAEPA du Crevon rappelle au comité syndical que le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale.

Il se compose :

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;

- éventuellement d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA).

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu

Après en avoir délibéré, le comité syndical décide :

Article 1: Il est décidé d'instituer l'indemnité de fonctions, de sujétions, et d'expertise et le complément indemnitaire

Article 2: L'IFSE pourra être versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires et aux agents contractuels de droit public de la collectivité. Son versement est mensuel. Il est proratisé en fonction du temps de travail.

Article 3: Chaque cadre d'emplois concernés est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent des montants plafonds.

Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité, d'expertise et de technicité nécessaires à l'exercice des fonctions.

L'IFSE est également modulée en fonction de l'expérience professionnelles qui est assimilée à la connaissance acquise par la pratique et repose sur :

- L'élargissement des compétences
- L'approfondissement des savoirs
- La consolidation des connaissances pratiques assimilées sur un poste

Cadres d'emplois de la catégorie C

- Adjoint administratifs

Groupe de fonctions	Emplois	IFSE (non logé) Plafonds individuels annuels fixés par la collectivité	CIA plafonds individuels annuels fixés par la collectivité
Groupe C1	Gestionnaire comptable, accueil, secrétariat, polyvalence	11 340	1 134

Cadres d'emplois de la catégorie B

- technicien

Groupe de fonctions	Emplois	IFSE (non logé) Plafonds individuels annuels fixés par la collectivité	CIA plafonds individuels annuels fixés par la collectivité
Groupe G1	Contrôle des chantiers, gestion des dossiers, contrôle du bon fonctionnement des installations	17 480	1 748.00

Article 4: Les agents mentionnés à l'article 2 peuvent bénéficier également d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir. Ce complément sera compris entre 0 et 100% d'un montant maximal. Son versement est annuel, en une ou deux fractions. Il n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Il est proratisé en fonction du temps de travail.

Chaque cadre d'emplois concerné est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds mentionnés dans le tableau ci-dessus.

Article 5: L'attribution de l'IFSE et du complément indemnitaire fera l'objet d'un arrêté individuel pris par le Président, lequel fixera les montants individuels.

Pour l'Etat, chaque part de la prime est composée d'un montant de base modulable individuellement dans la limite de plafonds précisés par arrêté ministériel. Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite de ces plafonds.

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

1. en cas de changement de fonctions,
2. au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...),
3. en cas de changement de grade à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou nomination suite à la réussite d'un concours

Article 6: L'IFSE et le complément indemnitaire sont maintenus pendant les périodes de congés suivants: congés annuels, congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption.

En cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service) : L'IFSE le complément indemnitaire suivront le sort du traitement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'IFSE et le complément indemnitaire suivront le sort du traitement.

Article 7: Le RIFSEEP fera l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants, les taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Article 8: La présente délibération prendra effet à compter du 1^{er} mai 2021 et annule les délibérations précédentes relatives au régime indemnitaire du personnel.

Article 9: Les dépenses correspondantes seront prévues et inscrites au budget, au chapitre 012.

6/ Délibération document unique

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 108-1,

Vu le code du travail, notamment ses articles L4121-3 et R4121-1 et suivants,

Vu le décret n°85-603 modifié du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Considérant que l'évaluation des risques professionnels et sa formalisation dans un document unique d'évaluation des risques professionnels présentent un caractère obligatoire,

Considérant que cette évaluation des risques doit être réalisée par unité de travail,

Considérant que le plan d'actions retenu permettra d'améliorer la santé, la sécurité et les conditions des agents de la collectivité,

Le comité syndical, après en avoir délibéré :

- Valide le document unique d'évaluation des risques professionnels et le plan d'action annexés à la présente délibération.

- S'engage à mettre en œuvre le plan d'actions issues de l'évaluation et à en assurer le suivi, ainsi qu'à procéder à une réévaluation régulière du document unique.
- Autorise le Président à signer tous les documents correspondants.

Adopte à l'unanimité des membres présents

Ou

à 32 voix pour

à 0 voix contre

à 0 abstention(s)

Le Président :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité

Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

7/ Délibération amortissement ancien photocopieur et achat du nouveau

Lors de la dernière réunion, le syndicat a voté au budget primitif les crédits nécessaires pour l'achat d'un nouveau photocopieur.

Après consultation auprès de trois sociétés différentes. La société RICOH a été retenue, pour un photocopieur RICOH IMC3000A pour un montant de 2 891 euros HT soit 3 469.20 TTC

Avant l'acquisition de ce nouveau photocopieur, il faut amortir complètement l'ancien photocopieur SAMSUNG.

Le montant total d'amortissement pour l'année 2021 sera donc de 897 euros.

Après délibération le comité syndical :

AUTORISE Monsieur le Président à

- Acquérir ce nouveau photocopieur
- A amortir complètement l'ancien photocopieur et signé un certificat administratif de mise à la réforme afin de sortir ce bien de l'actif.

La séance est levée à 19h 15